

ZES en Corée du Nord

mardi 17 juin 2014, par [Théo CLEMENT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Théo CLEMENT](#), **ZES en Corée du Nord**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 17 juin 2014.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Que répondrait un investisseur si on lui proposait de créer un partenariat économique dans un pays disposant d'une main d'œuvre abondante, éduquée et disciplinée, travaillant pour un salaire trois à six fois moins élevé qu'en Chine (en fonction des régions), le tout presque dénué de taxes sur le profit ? Ce "paradis pour capitalistes", c'est la Corée du Nord, ou, du moins, ses Zones Economiques Spéciales (ZES). Partons à la découverte d'un paradoxe méconnu de la mondialisation.

L'ESCALADE MILITAIRE intercoréenne du printemps 2013 a été accompagnée d'un nombre important de commentaires concernant [la République Populaire et Démocratique de Corée \(RPDC, Corée du Nord\)](#). Largement considérée comme un « État voyou » (*rogue state*) aux pratiques diplomatiques et politiques « irrationnelles » et provocatrices, il existe une certaine forme de consensus sur la nature imprévisible de Pyongyang, son hermétisme (le fameux « royaume ermite ») et son caractère figé, incapable de toute évolution. [Encore appréciée comme une survivance presque anormale du bloc soviétique, le débat concernant la nature du régime politique nord-coréen semble condamné à une impasse étant donné que, [la RPDC](#) persévérant dans le « stalinisme » le plus pur->1738], il n'y a que peu d'éléments nouveaux à ajouter.

Kim Jon-un, le jeune président de Corée du Nord a fait fusiller en décembre 2013 son oncle et mentor, Jang Song-taek.

S'il semble hasardeux de rejeter complètement cette vision des choses, [la Corée du Nord n'étant effectivement pas réputée pour être un thuriféraire de la mondialisation néolibérale](#), de très nombreux éléments semblent indiquer qu'il n'est plus possible de s'arrêter à cette conception somme toute héritée de la Guerre Froide. En effet, depuis bientôt trois décennies déjà, soit à peine quelques années après son voisin chinois, l'existence de velléités réformatrices (notamment en terme d'économie mais aussi, dans une moindre mesure, politique) en Corée du Nord est avérée. A l'heure actuelle, il est techniquement possible d'utiliser la fort peu chère main d'œuvre nord-coréenne dans des espaces défiscalisés, d'écouler les marchandises produites sur les marchés privés locaux et même de former des *managers* nord-coréens dans des écoles de commerce animées par des enseignants occidentaux.

Ces trente ans de réformes (aux succès, nous le verrons, somme toute limités) ont en effet considérablement transformé le paysage politique et économique (de même que la diplomatie) nord-coréen et il est aujourd'hui difficile de dépeindre la RPDC comme le « dernier bastion du stalinisme » : non seulement nous verrons que la Corée du Nord a toujours été un pays politiquement très singulier au sein même du bloc de l'Est et largement étranger au marxisme-léninisme orthodoxe, mais, de plus, force est de constater que l'économie la plus contrôlée du monde connaît actuellement une profonde mutation, notamment sous pression chinoise.

Vidéo. La Corée du Nord et l'arme nucléaire, par B. Hautecouverture (FRS), septembre 2017

- . Quelles sont les idées fausses à propos de la Corée du Nord ?
 - . Quels sont les faits importants à connaître pour comprendre la Corée du Nord et l'arme nucléaire ?
 - . Quels sont les points importants à suivre dans les prochains mois ?
-

Une conception extensive de la souveraineté

Si [la RPDC](#) est un pays si difficile à apprécier politiquement c'est qu'outre son modèle politique particulièrement opaque pour les observateurs étrangers (la fameuse « culture du secret » coréenne), la Corée du Nord s'est toujours distinguée des autres démocraties populaires en cela qu'elle a continuellement mis l'accent sur une caractéristique particulière : l'indépendance. Alors que les démocraties populaires dans leur ensemble insistaient souvent sur la nature anti-impérialiste de leurs politiques étrangères respectives, mettant en exergue une souveraineté souvent fraîchement regagnée (c'est le fameux « compter sur ses propres forces » de Mao *-zili gengsheng*, 自力更生), la RPDC a sans conteste poussé cette caractéristique bien au-delà des autres « pays frères ». Rappelons-le, jusqu'à la défaite japonaise de 1945, l'ensemble de la péninsule coréenne constituait une colonie de l'Empire Showa et qu'un nombre considérable de coréennes (ainsi que de chinoises) ont été réduites à l'esclavage sexuel dans les lupanars militaires japonais. Évidemment, les populations locales en ont gardé un souvenir traumatique comme en témoignent les régulières polémiques qui viennent entacher les relations du Japon [avec la Chine](#) et les deux Corées (manuels scolaires révisionnistes, visite d'officiels japonais dans les sanctuaires de criminels de guerre, excuses nippones en demi-teinte, etc.). Ce traumatisme colonial constitue une donnée fondamentale pour saisir la nature de l'idéologie officielle nord-coréenne, un peu à la manière du « siècle de la honte » chinois qui s'étend depuis la première Guerre de l'Opium (1839-1842) et la défaite chinoise face aux impérialismes occidentaux jusqu'au triomphe du Parti Communiste Chinois en 1949. En effet, la conception extensive de la souveraineté nord-coréenne, érigée en idéologie d'État (le fameux « *Juche* » soit « autosuffisance »), semble constituer une arabesque inédite autour d'autres concepts-clés du marxisme, en cela qu'elle double le matérialisme historique cher à Marx, Engels, Lénine et Staline de ce que l'on pourrait qualifier de « matérialisme géographique », opposant non plus seulement « l'Ancien et le Nouveau », mais « l'interne », souverain, et « l'extérieur », impérialiste. Cette philosophie politique inédite, résolument socialiste mais en rupture explicite et assumée avec le marxisme comme avec le maoïsme, puisqu'elle minimise notamment les déterminismes sociaux et redonne à l'homme une place centrale dans la cosmogonie *Juche* ; Ainsi, selon Kim Il-sung (le fondateur et grand-père de l'actuel dirigeant Kim Jong-un) « *l'homme est maître de tout et décide de tout* ». Renouant ainsi de manière surprenante avec un idéalisme philosophique déserté par la gauche

progressiste depuis la « controverse » de Hegel et Marx sur le sens de l'Histoire tout en rappelant à tour de bras son attachement au socialisme scientifique (Kim Jong-il, ancien gouvernant disparu en décembre 2011, ne pourrait être plus explicite dans son ouvrage *Socialism is Science*), le communisme nord-coréen détonne avant tout par sa singularité et ses irréductibles différences avec le « stalinisme ».

Par ailleurs, l'exaltation des valeurs confucéennes (qui prend le maoïsme et la gauche communiste occidentale à contre-pied) et la transmission dynastique du pouvoir finissent d'amoinrir la pertinence de la thèse du « bastion stalinien ». On nous rétorquera que malgré sa singularité, la RPDC reste une démocratie populaire avec une économie planifiée deux décennies après la Guerre Froide, un pays sans propriété privée, un vestige du « communisme sépulcral » [1] du XXème siècle. C'est pourtant sans aucun doute sur ce terrain que se jouent les évolutions les plus audacieuses de Pyongyang.

« La Hong Kong d'Asie du Nord-est » ?

Que répondrait un investisseur si on lui proposait de créer un partenariat économique dans un pays disposant d'une main d'œuvre abondante, très éduquée et disciplinée, travaillant pour un salaire trois à six fois moins élevé qu'en Chine (en fonction des régions), le tout presque dénué de taxes sur le profit ? Ce "paradis pour capitalistes", c'est la Corée du Nord, ou, du moins, ses **Zones Economiques Spéciales** (ZES) [2]. Situées en marge du territoire national et destinées à recueillir les investissements étrangers, elles constituent vraisemblablement l'exemple le plus notoire des processus de réforme en œuvre au nord du 38ème parallèle. Actuellement au nombre de quatre (un nombre assez conséquents d'autres seraient en préparation), plus deux régions administratives spéciales (essentiellement destinées au tourisme), elles représenteraient le ticket d'entrée de la RPDC dans la division asiatique du travail. Malgré la croyance populaire qui veut que la Corée du Nord soit un pays monolithique et figé, ce (très relatif, on le verra) tropisme nord-coréen pour l'étranger est beaucoup plus vieux qu'il n'y paraît et ne saurait pas être considéré comme une simple expérimentation. La toute première loi sur les investissements étrangers (très largement critiquée pour son aspect trop rudimentaire) remonte en effet à 1984, soit une petite année après la visite de Kim Il-sung dans la zone économique spéciale de Shenzhen (secrètement accompagné de son fils Kim Jong-il qui faisait ses premières armes à l'international), dans le Guangdong chinois, devenu en quelques années le nouvel eldorado des capitalistes étrangers (Taïwanais, Hong-kongais, puis occidentaux). Alors sous l'influence du mouvement « réforme et ouverture » (*gaige kaifang*, 改革开放), cher à Deng Xiaoping, qui agite alors la vie politique du voisin chinois, les effets de ces changements de cap sont discrets, notamment parce que l'État nord-coréen offre peu de garanties aux investisseurs et ne parvient dès lors qu'à attirer les capitaux des coréens d'outre-mer pro-Pyongyang (essentiellement les *zainichi*, réfugiés coréens du Japon rassemblés dans l'organisation pro-RPDC *Chongryon*).

"Eviction de la vieille garde, limogeages, purges et exécutions. Le jeune dirigeant au visage poupin est sorti de son cocon. Et la direction "unique" est plus que jamais réaffirmée." *Le Monde*, 14 décembre 2013.

Mais force est de constater que cette première tentative d'ouverture économique se poursuit et survit même au père fondateur de la Corée Populaire (qui s'éteint en 1994). Depuis 1991 et l'ouverture de la ZES de Rajin-Songbong (Rason) sur la côte de la mer du Japon (Mer de l'Ouest pour les Coréens), on assiste en effet à l'ouverture d'une ou plusieurs zones défiscalisées environ tout les dix ans, les dernières en date étant celles de Whiwa et Hwanggumpyong situées à la frontière chinoise en face de la ville de Dandong (Liaoning).

Pour les nord-coréens, les intérêts sont multiples et vont au-delà de la simple rentrée de recettes financières, pourtant conséquentes : dans un système où le privé n'existe pas (du moins pas officiellement), les capitaux étranger permettent de décharger l'État d'une partie des salaires des travailleurs. Par ailleurs, dans un système de plein emploi garanti par l'Etat, cela permet de réorienter les travailleurs occupés à des tâches marginales (voire franchement inutiles) vers des activités productives, sans compter sur les transferts de technologies potentiels qui sont rendus possibles par les coentreprises et les investissements étrangers (les très récentes dispositions légales offrant notamment des abattements fiscaux supplémentaires pour ceux qui investissent dans les secteurs de haute technologie, la Corée du Nord étant paradoxalement très active dans ce domaine).

Mais quelques millions de dollars en plus justifient-ils à eux-seuls une contradiction frontale avec les principes qui gouvernent le pays depuis plus de soixante-cinq ans ? En terme d'idéologie politique, l'existence même de ZES et de coentreprises, malgré leur mise en place très gradualiste, constitue une petite révolution dans l'histoire de la RPDC : gardons en tête que les principes politiques du *Juche* mettent l'accent sur l'autonomie et la jalousie farouche de la souveraineté coréenne. Souveraineté politique évidemment, mais aussi une conception extensive de la souveraineté économique, comme le formule parfaitement Kim Il-sung lui-même : « *l'indépendance économique est la base matérielle de l'indépendance politique et de la souveraineté* » [3].

Il s'agit en effet d'être moins regardant sur la souveraineté économique afin de garantir une meilleure souveraineté politique.

Dans cette optique, l'ouverture de zones franches destinées à recueillir les investissements étrangers apparaît en contradiction totale avec la rhétorique très indépendantiste déployée par Pyongyang depuis les fondements de la République (rappelons-le, la RPDC n'a jamais adhéré au CAEM), mais c'est là qu'est le tour de force : un peu à la manière de Deng Xiaoping qui ressuscite quelques bonnes phrases de Mao Zedong (« la pratique comme critère de la vérité ») pour se faire l'avocat de réformes économiques très libérales, la Corée du Nord post-Guerre Froide et surtout post-famine (épisode de la « Marche Difficile » de 1995-1998), justifie ces nouvelles lignes économiques comme une nouvelle façon d'appliquer les options politiques traditionnelles de la RPDC. Il s'agit en effet d'être moins regardant sur la souveraineté économique afin de garantir une meilleure souveraineté politique.

Alors qu'on pourrait être tenté de voir dans ces justifications une certaine hypocrisie destinée à sauver la face, dans les faits, l'instauration des ZES a l'avantage de mieux « lier » la communauté internationale au destin de la Corée du Nord et ainsi de tempérer les ardeurs des

Américains, Japonais et Sud-coréens les plus « faucons », dont certains rêvent d'une réunification-absorption de la péninsule « à l'allemande ». Les États-Unis, souvent les premiers à dénoncer l'attitude « irresponsable » de la Corée du Nord, ont été d'ailleurs extrêmement réticents à l'idée d'ouvrir une zone de coopération économique à la frontière intercoréenne (le fameux complexe de Kaesong), tant et si bien que le Président sud-coréen de l'époque, le pragmatique Roh Moo-hyun, n'hésitera pas à mentionner à la tribune de l'ONU les « *tendances impérialistes* » [4] américaines. Ainsi, la coopération régionale par l'économie permet d'enfoncer des coins dans les alliances passées entre les puissances de l'Asie du Nord-est et les États-Unis, qui demeurent explicitement « l'ennemi juré » de Pyongyang. Si l'on se penche plus dans le détail, les partenariats économiques signés par les Nord-coréens leur confèrent en outre des leviers d'actions appréciables : le port de Rajin, située dans la ZES de Rason (Nord-est du pays) constitue pour les Chinois une porte de sortie idéalement située pour les produits de leurs usines enclavées dans la Mandchourie chinoise : expédier des marchandises à destination du Japon depuis la RPDC plutôt que depuis la ville de Dalian (sur le golfe de Bohai) revient à diviser les temps de transports par douze, soit de quoi doper la croissance de la *rust belt* chinoise (le nord-est) dont l'économie est à la traîne par rapport à la Chine méridionale. Mais ces calculs impliquent un soutien politique et économique plus affirmé de la part de la Chine qu'il ne l'a été ces dernières années. Très prosaïquement, la Chine demeure le meilleur allié (le seul ?) de Pyongyang (elle ne représente pas moins de 40% du commerce extérieur nord-coréen) et constitue son extension diplomatique au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, même si Pékin a de plus en plus tendance à montrer des signes d'agacement vis-à-vis de son turbulent voisin (appliquant notamment de manière beaucoup plus stricte les sanctions onusiennes). La location du port de Rason, excellente opportunité pour Pékin (notamment dans la perspective d'ouvertures des routes commerciales arctiques), permettrait de pousser la Chine à resserrer les rangs avec son allié historique. La ZES de Rason n'est donc pas seulement un partenariat commercial permettant de renflouer quelque peu l'économie coréenne, elle est aussi indirectement le moyen de s'arroger une certaine influence sur un précieux allié doté du droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies, perspective alléchante pour l'économie la plus sanctionnée du monde [5].

Pragmatisme contre réformisme ?

Il ne fait aucun doute qu'à l'origine, l'ouverture économique relative de la RPDC est fortement inspirée par [la République Populaire de Chine](#). Comme le rappelle l'universitaire Ezra Vogel dans son *Deng Xiaoping and the Transformation of China*, c'est la pertinence des arguments du futur dirigeant réformiste chinois lors de sa visite à Pyongyang en 1976 qui permet de convaincre Kim Il-sung de la nécessité de mener des réformes économiques. Evidemment, le contexte y est sans doute pour beaucoup : arrivée en fin de cycle, la planification nord-coréenne s'essouffle dans le milieu des années 1970 et ce ralentissement coïncide avec le décollage de [l'économie sud-coréenne](#), dont le PIB vient pour la première fois dépasser celui de la Corée du Nord. Malgré des emprunts assumés aux nouvelles politiques économiques chinoises les modalités de décision d'une telle ouverture ont été sensiblement différentes dans les deux pays socialistes : alors qu'à Pékin on assiste à une véritable rupture idéologique avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe de gouvernants (menée par Deng Xiaoping et Hu Yaobang) gagnée aux idées réformatrices qui recompose complètement le paysage politique chinois (symptomatiquement, le directeur de l'École Centrale du PCC, qui n'est autre que Hua Guofeng, est remplacé par le pro-réforme notoire Wang Zhen en 1982). De l'autre côté de la

frontière, en Corée du Nord on observe une continuité doctrinale depuis les fondements de la République en 1948. Le *Juche* demeure en effet l'idéologie officielle, et les quelques évolutions doctrinales ne vont pas véritablement dans le sens d'une libéralisation (notamment la politique du *Songun* : priorité à l'armée).

Ceci nous conduit à penser, de manière contre-intuitive, que les Nord-coréens ont été beaucoup plus pragmatiques que les Chinois, n'hésitant pas à infléchir leurs fondamentaux doctrinaux pour conduire des politiques économiques nouvelles, alors que le Parti Communiste Chinois a choisi la rupture. En effet, pour qui s'intéresse aux évolutions du corpus idéologique chinois, force est de constater que la rupture avec le maoïsme est consommée (mais pas assumée) : la constitution chinoise actuelle a beau proclamer que la Chine est guidée par la « pensée Mao Zedong », le Marxisme-léninisme et la dictature du prolétariat, l'apparition de la doctrine des trois représentations (*sange daibiao*, 三个代表) constitue indéniablement un changement de voie : impliquant notamment que les capitalistes ont un rôle à jouer dans le progrès de la révolution chinoise aux côtés des ouvriers et des paysans (du moins dans l'interprétation la plus généralement acceptée de cette théorie assez floue), l'ancien « ennemi de classe » devient un partenaire comme un autre. Par ailleurs, un autre point de différence subsiste : la finalité de ces réformes. Les réformateurs chinois avaient pour objectif déclaré la transformation de la Chine dans son ensemble. De l'autre côté de la frontière, il semblerait que **le seul objectif que se soit donné Pyongyang soit la « continuité à travers le changement », selon la célèbre formule de Tancrède du *Guépard* : « pour que tout reste comme avant, il faut que tout change »**. Autrement dit, pour perpétuer un modèle en difficulté économique, il faut faire des concessions, limitées, marginalisées, et territorialisées (les ZES) et faire preuve de pragmatisme.

Dès lors, comment expliquer que, malgré cette attitude pragmatique de Pyongyang, les ZES nord-coréennes soient encore largement confidentielles, alors que leurs jumelles chinoises (dans les faits, essentiellement celles de Shenzhen) ont attisé toutes les convoitises pendant plus de dix ans et constitué un véritable tremplin pour l'ouverture de la quasi-intégralité du territoire chinois aux investissements étrangers ? La première raison qui vient à l'esprit est justement ce pragmatisme, interprété par l'Occident (et de plus en plus par les Chinois) comme une attitude réticente à un changement véritable, l'engagement de la RPDC dans ce projet audacieux est vue comme incomplet et que [l'État nord-coréen](#) peine (refuse ?) de donner une traduction politique à ces modifications de l'infrastructure économique : Pyongyang cherche le meilleur rapport retombées « économique-diplomatiques »/déstabilisation politique, mais les investisseurs seront toujours méfiants d'un pays qui n'est engagé que d'un pas vers la réforme et qui ne vise que la continuité à travers le changement. Il est vrai que les dirigeants Nord-coréens ont quelques difficultés à concilier ouverture aux capitaux étrangers et une politique étrangère somme toute agressive, en témoigne la remarque assassine de Kim Jong-il vis-à-vis de la Chine publiée à peine quelques années après l'ouverture de la première ZES : « Aujourd'hui, les traîtres au socialisme cultivent des illusions vis-à-vis du capitalisme et nourrissent l'espoir d'une assistance économique de la part des impérialistes »

Il semble difficile d'en demander plus à un pays pétrifié par les sanctions économiques, qui cristallise à lui seul beaucoup de tensions (armée américaine stationnée en Corée du Sud et dans toute la région, escalade militaire, partition politique, sanctions internationales etc.) de la zone Asie-pacifique et qui plus est traditionnellement rétif aux influences étrangères. Comme dans bien des cas, il s'avère que la mise sous pression continue de la communauté

internationale immobilise plus qu'elle n'accélère les évolutions (pourtant volontaires) de la RPDC et que le fait de chercher à forcer la main rend la situation plus propice aux « dérapages » et aux tensions. Très généralement postulée comme étant le seul État à pouvoir faire « entendre raison » (la Corée du Nord n'étant « pas raisonnable » dans l'imaginaire collectif) à Pyongyang, la Chine semble prise en porte-à-faux entre sa position traditionnelle de non-ingérence et la défense de ses intérêts régionaux (pacification, stabilisation), le Chine envoie des signaux mixtes en fonction de ses intérêts (soutien appuyé à la ZES de Rason, véritable opportunité pour Pékin, mais indifférence vis-à-vis de Hwanggumpyong/Whiwa, dont la main d'œuvre peu chère risque de faire grimper le taux de chômage du nord-est chinois déjà vraisemblablement supérieur à la moyenne nationale), ce qui tend à confirmer, s'il était encore besoin, d'une diplomatie chinoise de plus en plus réaliste, même à l'égard des « pays frères ».

Copyright Juin 2014-Clement/Diploweb.com

P.-S.

Etudiant de master II à l'École Normale Supérieure de Lyon et à Sciences Po Lyon.

Notes

[1] Slavoj Zizek, Mao, De la Pratique et de la Contradiction, Paris, La Fabrique, 2008.

[2] Carte disponible dans KÖPPEN, Bernhard, 2010, Special Economic Zones (SEZs) along the Korean Demilitarised Zone : A feasible pathway towards an accessible North Korea ? Quaestiones Geographicae 29/4, Bogucki Wydawnictwo Naukowe, Poznań, pp. 95-109.

[3] Kim Il-Sung, Maintenons le Principe de Souveraineté, Paris, Démocrate, 2012.

[4] Claude Helper, Les Zones Economiques Spéciales, in Corée Réunification : Mission Impossible, Paris, L'Harmattan, 2008.

4 Benoit Quenedey, L'Economie de la Corée du Nord, Paris, Les Indes Savantes, 2013.